

L'indignation, un premier pas s'il mène à la révolte consciente

Depuis le 15 mai, la grande place madrilène de la Puerta del Sol est occupée en permanence par des manifestants qui se nomment eux-mêmes « les indignés ». Indignés par la politique d'austérité menée par le gouvernement, indignés par le chômage qui monte, indignés par la dictature des marchés, par le pouvoir des banquiers, par la corruption des milieux dirigeants, indignés par tout le système.

Leur nombre est allé croissant. L'interdiction de manifester en raison des élections, ne les a pas découragés. Et la tentative policière du week-end dernier de déloger les centaines d'occupants restés sur la place Puerta del Sol de Madrid par la force, a eu comme seul résultat l'afflux de milliers de manifestants venus de toute la ville.

Et entre-temps, l'indignation a gagné la Grèce où des milliers de manifestants occupent également les places des grandes villes.

Les commentateurs comme les manifestants font la comparaison avec ce qui s'est passé en Égypte, où l'action contre la dictature de Moubarak a pris la forme de l'occupation permanente de la place Tahrir au Caire. À Madrid cependant, l'indignation ne vise pas un homme mais tout un système.

L'austérité imposée en Espagne par le gouvernement Zapatero est draconienne : baisse de 5 % des salaires des fonctionnaires, suppression de l'aide de 400 euros aux chômeurs en fin de droits, passage de l'âge de la retraite de 65 ans à 67 ans et gel des pensions.

Quant à la Grèce, le FMI menace de suspendre les aides, si le gouvernement ne renforce pas les mesures déjà prises, alors qu'il est à son troisième plan d'austérité. Mais tous les efforts imposés à la population n'ont comme seul résultat l'augmentation des taux d'intérêts que les banques imposent au pays.

Partout en Europe, la classe capitaliste essaie de préserver, voire d'augmenter le profit de ses entreprises en bloquant les salaires, en faisant faire plus de travail par moins de travailleurs, en aggravant l'exploitation. Partout en Europe, qu'ils soient de droite ou se disent socialistes, les gouvernements prennent prétexte de

l'endettement de l'État pour imposer des politiques d'austérité aux populations. Ce sont pourtant les milliards déversés pour aider les banquiers et subventionner les patrons des grosses entreprises qui ont brutalement aggravé l'endettement des États.

La guerre de classe menée par la grande bourgeoisie contre les classes exploitées ne peut que s'aggraver avec la persistance de la crise économique. Elle nous frappe déjà ici, en Belgique, mais ce n'est encore qu'un début !

En exprimant leurs désillusions envers les grands partis politiques et envers les faux espoirs d'une alternance gouvernementale, ceux de la Puerta del Sol ont fait un pas en avant. Mais il ne suffit pas de dénoncer les marchés financiers, le pouvoir des banquiers. Ni les uns ni les autres ne sont susceptibles de s'améliorer ou de se réformer, même sous la pression de la rue.

Sur la base de la propriété privée des entreprises et de la gestion capitaliste de l'économie, les classes exploitées n'ont pas d'autre avenir en cette période de crise que l'aggravation de leur sort. Mais elles peuvent se défendre et contre-attaquer. Il faut en être conscient : pour défendre notre droit à l'existence, il faut s'en prendre aux profits et à leur source, l'exploitation.

On peut se débarrasser de dictateurs comme Ben Ali ou Moubarak en leur criant « Dégage ! ». Il faut être assez nombreux et assez déterminés pour faire peur à leurs protecteurs.

Mais cela ne suffit pas pour faire disparaître la dictature de la finance. Pour cela, il faut détruire le système capitaliste dans ses fondements : la propriété privée des moyens de production, l'exploitation. Il faut exproprier la bourgeoisie et réorganiser l'économie sous le contrôle des classes productives.

Pour y parvenir un jour, il est vital d'imposer les objectifs qui préservent nos conditions d'existence. Contre le chômage, il faut la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Contre la dégradation du pouvoir d'achat des salaires, il faut leur indexation sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Contre les politiques d'austérité qui frappent les exploités afin de financer les intérêts versés aux créanciers de l'État, il faut l'expropriation des banques. Imposer cela, constitue l'objectif pour les mois, les années à venir, pour empêcher les parasites qui dominent l'économie et la politique de ruiner la société et d'enfoncer les classes qui la font vivre.